ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES
BRETAGNE / BREIZH

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

05/11/2026

LES PERSONNELS DE DIRECTION NE DOIVENT PAS ETRE LES BOUCS EMISSAIRES DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES !

La CFDT Education Formation Recherche Publiques Bretagne condamne les violences auxquelles sont confrontées les personnels de direction depuis le début de la semaine. Soutenir les revendications pour un meilleur service public d'éducation ne doit jamais conduire à s'en prendre à celles et ceux qui le font vivre au quotidien.

Depuis le début de la semaine, plusieurs personnels de direction de lycées sont confrontés à des violences, des intimidations et des menaces particulièrement graves dans le contexte des mobilisations lycéennes. Certains ont notamment été menacés de mort et traités de « collabo ».

La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Bretagne condamne avec la plus grande fermeté ces actes et ces propos. Rien ne peut justifier que des personnels soient ainsi pris pour cible dans l'exercice de leurs fonctions. Les menaces de mort sont inacceptables et ne peuvent être banalisées, quelles que soient les tensions du moment.

La CFDT soutient les revendications portées par les lycéen·nes et les personnels de l'Éducation nationale. Les mobilisations expriment aussi un malaise profond face aux choix politiques qui fragilisent le service public d'éducation : suppressions de postes, restrictions budgétaires, dégradation des conditions de travail et manque de moyens pour répondre aux besoins des élèves.

Mais nous tenons à rappeler une réalité trop souvent oubliée : **les personnels de direction sont eux aussi des agents publics.** Ils subissent les conséquences de ces mêmes politiques gouvernementales. Ils doivent faire face aux suppressions de moyens, aux contraintes budgétaires et aux difficultés croissantes des établissements, tout en assumant des responsabilités particulièrement lourdes en matière de fonctionnement, de sécurité et d'encadrement des équipes et des élèves.

Ils ne sont ni les auteurs de ces politiques ni les responsables des décisions budgétaires qui alimentent aujourd'hui les tensions. Les

CONTACT PRESSE

Véronique BASLÉ

vbasle@efrp.cfdt.fr

https://bretagne.sgen-cfdt.fr/

@CFDTefrpBZH

désigner comme des adversaires ou des « collabo » revient à déplacer la colère vers celles et ceux qui doivent, au quotidien, faire fonctionner le service public d'éducation dans des conditions de plus en plus difficiles.

La sécurité des élèves et des personnels doit rester une priorité absolue.

À ce titre, la CFDT demande que les personnels de direction bénéficient du soutien entier des DASEN et du rectorat lorsqu'ils doivent prendre des mesures de protection et de mise en sécurité des bâtiments et des personnes. Ils doivent pouvoir disposer d'un accompagnement effectif et de la confiance de leur hiérarchie, sans subir de pressions ou de mises en cause de leurs décisions.

Cela implique notamment que toute mesure nécessaire puisse être prise, y compris la fermeture temporaire d'un établissement lorsque les conditions de sécurité ne sont plus réunies.

On ne peut pas, d'un côté, demander aux personnels de garantir la sécurité de toutes et tous et, de l'autre, leur contester les moyens et l'autorité nécessaires pour le faire.

La CFDT Education Formation Recherche Publiques appelle à la responsabilité de chacun. Les désaccords, les revendications et les mobilisations ont toute leur place dans le débat démocratique. Les violences, les intimidations et les menaces n'y ont pas leur place.

Soutenir les revendications pour un meilleur service public d'éducation ne doit jamais conduire à s'en prendre à celles et ceux qui le font vivre au quotidien.

A propos

La CFDT Education Formation Recherche Publiques Bretagne est une organisation syndicale représentative dans la fonction publique d'Etat qui syndique tous les personnels de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et la Recherche, de l'Enseignement agricole public, de Jeunesse et Sports et des CROUS en Bretagne. Elle participe aux élections professionnelles et siège dans diverses instances consultatives locales, départementales et régionales, ce qui lui confère une légitimité dans le dialogue social en Bretagne.